

POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

Facteurs déterminants et perspectives des dépenses d'assurance au Canada

Par Randall Bartlett, économiste en chef adjoint

FAITS SAILLANTS

- ▶ Le secteur de l'assurance joue un rôle important dans l'économie du Canada. Mais l'évolution de l'économie joue également un rôle déterminant dans la demande des consommateurs pour des produits d'assurance vie, automobile, habitation et maladie.
- ▶ L'emploi est un facteur important des dépenses d'assurance ajustées en fonction de l'inflation, particulièrement en ce qui concerne l'assurance liée au transport (principalement l'assurance auto). La croissance de l'emploi contribue aussi aux fluctuations des dépenses réelles en assurance maladie et vie, quoique moins que pour le transport. Mais elle n'explique pratiquement pas l'évolution des dépenses réelles en assurance habitation.
- ▶ Toutefois, l'influence de l'économie et du marché du travail sur les dépenses d'assurance ajustées en fonction de l'inflation a diminué au fil du temps. Les achats de produits d'assurance sont plutôt de plus en plus concentrés chez les ménages les plus riches. Le vieillissement de la population et la planification successorale jouent un rôle central dans ce virage, particulièrement pour l'assurance vie. La tendance des familles les mieux nanties à posséder des véhicules et des résidences en plus grand nombre et de plus grande valeur, ainsi que leur plus grande capacité à souscrire une assurance maladie privée, ont accentué la concentration des ventes d'assurance parmi ces ménages.
- ▶ La hausse des primes continue de refléter les conditions économiques, car l'inflation globale élevée alimente l'augmentation des coûts d'exploitation et d'indemnisation. Mais d'autres facteurs poussent également les primes à la hausse. En ce qui concerne l'assurance liée au transport, la hausse des vols de véhicules après la pandémie a joué un rôle important. Des données préliminaires suggèrent que cette tendance pourrait s'être stabilisée, voire inversée, mais elle demeure toujours au-dessus des niveaux historiques. Et puis, il y a les primes d'assurance habitation, dont le coût a augmenté deux fois plus rapidement que l'inflation globale depuis 2019. Les coûts exorbitants de la construction résidentielle font partie du problème, une situation exacerbée par la hausse du coût des importations et les tarifs douaniers américains. Un autre facteur important réside dans les phénomènes météorologiques violents, particulièrement les inondations, qui ont continuellement accru le coût des pertes assurées en habitation au fil du temps.
- ▶ Au cours des prochaines années, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les dépenses en assurance continuent de croître au Canada. Cette situation reflètera probablement en partie la hausse des primes, particulièrement pour l'assurance habitation, en raison de la progression soutenue des facteurs de coûts sous-jacents et d'une inflation généralisée. Toutefois, nos perspectives relativement robustes pour l'économie canadienne suggèrent que les dépenses d'assurance ajustées en fonction de l'inflation devraient également progresser, stimulées par les gains d'emploi et la reprise de la croissance démographique. Cela dit, beaucoup dépendra de l'évolution de la politique commerciale américaine. La demande pour des produits d'assurance vie devrait également demeurer solide, car le vieillissement de la population et l'augmentation des inégalités économiques accentuent le besoin de planification successorale au Canada.

L'industrie de l'assurance joue un rôle important dans l'économie du pays et a réussi à aider les gens à comprendre la valeur qu'elle apporte. Par exemple, le [Bureau d'assurance du Canada \(BAC, 2024\)](#) note que l'industrie de l'assurance contribue de manière significative au PIB et à la création d'emplois au Canada, favorise l'égalité des genres et génère des recettes pour les gouvernements fédéral et provinciaux.

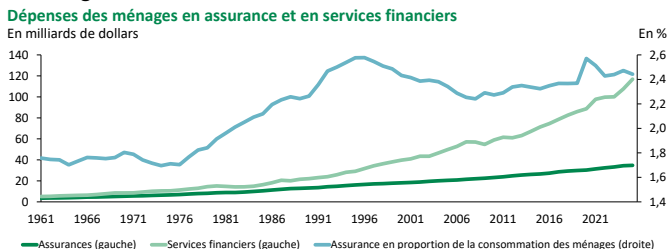
Dans le présent rapport, nous ne tentons pas de recréer ce travail. Nous cherchons plutôt à comprendre ce qui stimule la demande des consommateurs pour les produits d'assurance au Canada ainsi que les coûts d'assurance que paient les Canadiens et les Canadiennes. C'est particulièrement pertinent dans le contexte actuel d'insécurité économique accrue, alors que l'emploi est précaire et que les prix de presque tout sont élevés et continuent de grimper.

Tendances des dépenses des ménages en assurance

En 2025, les consommateurs canadiens ont dépensé 38,4 G\$ en produits d'assurance. Cela représente environ 2 200 \$ par ménage, comparativement à environ 1 850 \$ en 2019, juste avant la pandémie de COVID-19. Après ajustement pour la hausse des primes et la formation de ménages, les achats réels d'assurance des ménages ont progressé à un taux annuel moyen d'environ 1,0 % depuis 2019.

Les dépenses d'assurance ont représenté une part relativement stable de la consommation des ménages au cours des trois dernières décennies, se situant autour de 2,5 % (graphique 1). Cela contraste avec les dépenses des ménages en services financiers, dont la part dans la consommation a augmenté au cours des 30 dernières années, avec une accélération marquée à partir du milieu des années 1990.

Graphique 1 Les ménages continuent d'acheter des assurances, mais dépensent davantage en services financiers



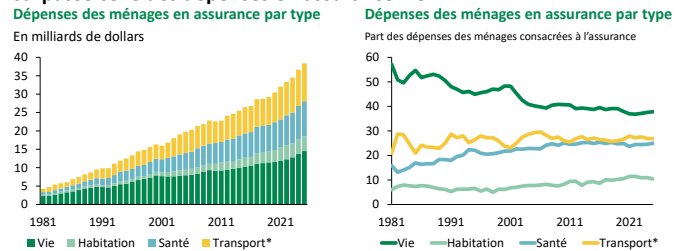
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'assurance vie continue de représenter la part la plus importante des dépenses des ménages canadiens en assurance, s'élevant à près de 40 % en 2025 (graphique 2). Cette part est demeurée à peu près la même depuis 2005 environ, après avoir diminué graduellement depuis le début des années 1980, alors qu'elle en

représentait près de 60 %. Cela dit, les achats d'assurance vie ont continué de croître sans interruption, mais pas aussi rapidement que les achats d'autres types d'assurance. Cela reflète en partie l'absence quasi totale d'inflation dans l'assurance vie au cours des 25 années ayant précédé 2022.

Graphique 2

La croissance des dépenses en assurance maladie, auto et habitation a surpassé celle des dépenses en assurance vie



* L'assurance liée au transport se compose principalement de l'assurance auto.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Contrairement à l'assurance vie, la croissance des dépenses des ménages en assurance maladie a surpassé celle des dépenses consacrées à tous les autres types d'assurance, même après avoir tenu compte de la croissance des primes. En 2025, l'assurance maladie représentait environ 25 % des dépenses d'assurance des ménages, comparativement à moins de 15 % au début des années 1980. Bien que cela ne soit pas très surprenant compte tenu du vieillissement de la population canadienne, la hausse la plus marquée a eu lieu dans les années 1980 et 1990, ce qui reflète peut-être l'évolution du rôle des soins de santé publics et privés plutôt que la seule démographie.

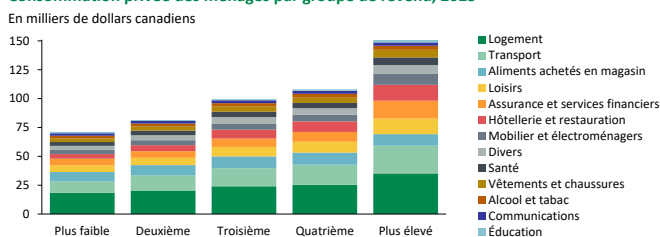
Par ailleurs, la progression plus modeste de la part des dépenses des ménages consacrée à l'assurance habitation et à l'assurance liée au transport (principalement l'assurance auto) au cours des dernières décennies reflète à la fois une hausse des achats de polices et une augmentation plus rapide des prix. Il est à noter que la réglementation et les modalités entourant l'assurance automobile diffèrent considérablement d'une province à l'autre. Par exemple, la Colombie-Britannique, le Manitoba et la Saskatchewan offrent une assurance automobile entièrement publique, administrée par l'État, pour les garanties obligatoires, tandis que le Québec utilise un système hybride où les blessures corporelles sont couvertes par le gouvernement, mais où les dommages matériels doivent être couverts par une assurance privée. Les six autres provinces canadiennes s'appuient sur un marché privé de l'assurance automobile, où les conducteurs souscrivent des polices auprès d'assureurs privés indépendants plutôt qu'auprès du gouvernement. Compte tenu de l'incidence des divers systèmes d'assurance sur les primes, cela a sans doute une influence importante sur les décisions d'achat individuelles. (Consultez ce [rapport \[en anglais seulement\]](#) d'Oliver Wyman [2024] sur les changements en matière d'assurance automobile en Alberta pour une comparaison plus détaillée des systèmes d'assurance.)

Qui contracte une assurance et pourquoi?

La vaste majorité des Canadiens et des Canadiennes détiennent une forme d'assurance, et souvent plusieurs types. Lorsqu'une personne détient un prêt hypothécaire, loue un appartement, possède une voiture, a des personnes à charge ou planifie son avenir financier, l'assurance joue souvent un rôle important, voire indispensable.

Malheureusement, il n'existe pas de données facilement disponibles de Statistique Canada sur les dépenses en assurance des ménages selon l'âge et le niveau de revenu. Toutefois, nous savons que les ménages aux revenus les plus élevés représentent une part disproportionnée des achats de produits d'assurance et de services financiers (graphique 3). En 2025, les 20 % des ménages canadiens ayant les revenus les plus élevés ont acheté environ autant de produits d'assurance et de services financiers que les 40 % des ménages les mieux nantis suivants réunis. En ce qui concerne l'assurance vie, plus précisément, 70 % des Canadiens et des Canadiennes gagnant 150 000 \$ ou plus par année détenaient une assurance vie en 2023, selon un sondage commandé par LIMRA. Le taux fléchit légèrement pour s'établir à 61 % chez ceux et celles gagnant entre 50 000 \$ et 149 900 \$ (la tranche que l'on appelle « marché intermédiaire »), mais chute beaucoup plus brusquement à 41 % pour ceux et celles gagnant moins de 50 000 \$ par année. En effet, en 2024, un peu plus de 40 % des Canadiens et des Canadiennes affirmaient qu'ils n'avaient pas de couverture d'assurance vie ou qu'ils n'étaient pas certains d'en avoir, et le tiers de ceux et celles qui n'en avaient pas attribuaient cela au coût ([PolicyMe, 2025 \[en anglais seulement\]](#)).

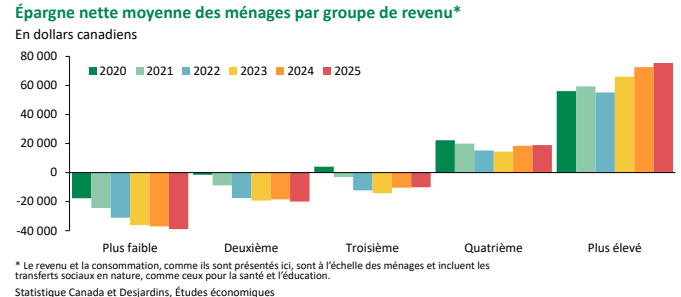
Graphique 3
Les ménages aux revenus les plus élevés dépensent davantage pour presque tout, y compris l'assurance
Consommation privée des ménages par groupe de revenu, 2025



Il n'est guère surprenant que les ménages à revenu élevé souscrivent des protections plus étendues. L'assurance de dommages comprend l'assurance auto et habitation, et les familles plus aisées possèdent généralement des résidences et des véhicules de plus grande valeur. L'assurance vie est également utilisée plus largement par les ménages aisés pour la planification successorale, car elle peut aider à réduire les obligations fiscales auxquelles les bénéficiaires font face. Les ménages aux revenus

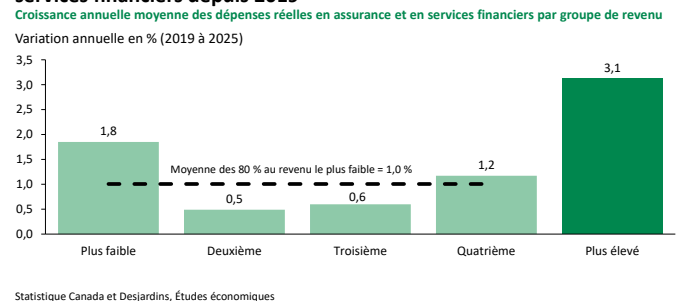
plus élevés sont également ceux qui sont les mieux placés pour épargner et accumuler de la richesse, même dans un contexte de prix élevés et croissants (graphique 4) – ce qui crée à la fois le besoin et les moyens d'acheter des produits d'assurance.

Graphique 4
L'épargne des ménages à revenu élevé a augmenté malgré une inflation élevée
Épargne nette moyenne des ménages par groupe de revenu*



À mesure que la population vieillit et que les questions de planification successorale deviennent plus prioritaires, on peut s'attendre à ce que cette augmentation de l'achat d'assurance par les ménages plus aisés s'accélère. Cela concorde avec nos constats à l'échelle nationale. Après correction de l'inflation, le quintile des ménages ayant les revenus les plus élevés a augmenté ses achats de produits d'assurance et de services financiers à un rythme plus de trois fois supérieur à celui des 80 % restants des ménages canadiens depuis 2019 (graphique 5).

Graphique 5
Les ménages à revenu élevé ont accéléré leurs achats d'assurance et de services financiers depuis 2019
Croissance annuelle moyenne des dépenses réelles en assurance et en services financiers par groupe de revenu



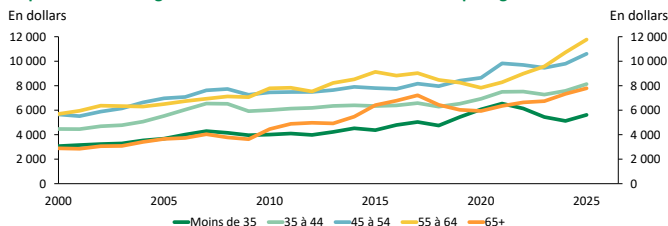
Du côté de la démographie, les dépenses des ménages en produits d'assurance et en services financiers sont les plus élevées entre 45 et 64 ans (graphique 6 à la page 4). Il n'est guère surprenant que cette tranche d'âge soit également celle où les revenus des Canadiens et des Canadiennes sont les plus élevés. En effet, la cohorte de 45 à 54 ans est celle où le revenu disponible moyen des ménages atteint son sommet (138 000 \$ en 2025), et il ne diminue que légèrement au cours de la cohorte commençant à 55 ans (114 000 \$ en 2025). Et

bien que les dépenses en produits d'assurance et en services financiers chutent brusquement après 65 ans, la part des achats de ce groupe d'âge a augmenté régulièrement au cours des 15 dernières années. En ce qui concerne l'assurance vie plus précisément, LIMRA a constaté qu'en 2024, le nombre et le capital assuré moyen des polices étaient les plus élevés chez les Canadiens et les Canadiennes de 35 à 44 ans, principalement en raison des polices d'assurance temporaire (graphique 7). Cela peut s'expliquer par le rôle potentiel de remplacement du revenu que joue l'assurance vie en cas de décès imprévu. Les hommes sont eux aussi susceptibles de détenir une part disproportionnée de l'assurance vie, particulièrement l'assurance temporaire, possiblement pour des raisons similaires. Cela s'explique par le fait que la probabilité de survivre à son conjoint est quatre fois plus élevée chez les femmes que chez les hommes, selon l'[IPC Wealth \(2017\) \[en anglais seulement\]](#).

Graphique 6

Les dépenses d'assurance sont les plus élevées durant les années où les revenus sont les plus importants

Dépenses des ménages en assurance et en services financiers par âge

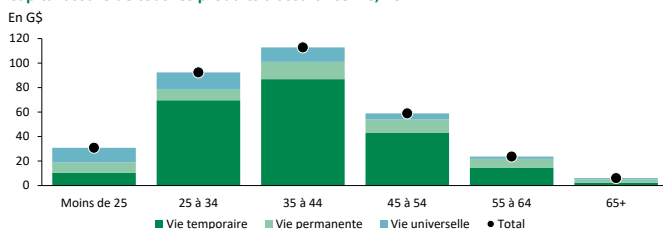


Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Graphique 7

L'assurance vie est surreprésentée chez les adultes de 25 à 44 ans

Capital assuré de tous les produits d'assurance vie, 2024



LIMRA et Desjardins, Études économiques

Le rôle de l'économie dans les dépenses d'assurance

À bien des égards, l'évolution de la demande d'assurance – qui se concentre davantage chez les ménages plus âgés et plus aisés – reflète les tendances de la société et de l'économie en général. Le vieillissement de la population et le besoin d'une planification fiscale de fin de vie, particulièrement pour les consommateurs ayant des besoins plus complexes, comme les propriétaires d'entreprises, font partie de l'équation. De plus,

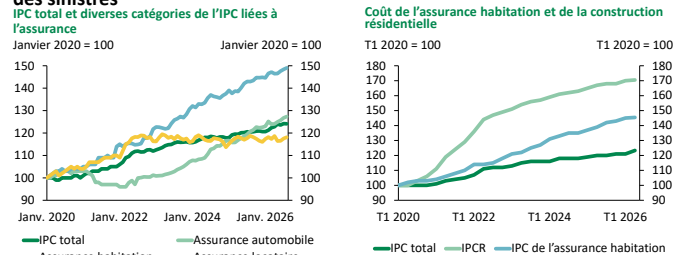
l'accroissement des inégalités de revenus et de richesse dans la période postpandémique a encore accentué les besoins en matière d'assurance et de planification fiscale des ménages plus aisés. Il s'agit aussi, généralement, de ménages qui sont moins préoccupés, dans l'immédiat, par l'inflation ou la perte d'un emploi.

La hausse des primes

Mais pour la plupart des ménages canadiens, la hausse continue des coûts exerce une pression sur leur budget. Depuis le début de 2020, l'indice global des prix à la consommation (IPC) a augmenté de près de 24 %, l'énergie (+46 %), les aliments (+32 %) et le logement (+30 %) ayant tous contribué à faire grimper le niveau général des prix. La hausse des primes d'assurance accuse généralement un retard par rapport à l'inflation globale, la progression des coûts d'exploitation et d'indemnisation finissant par être intégrée à la tarification au fil du temps. C'est particulièrement vrai pour l'assurance de dommages, comme l'assurance habitation et automobile. La hausse des primes pour ces types d'assurance a été exacerbée par le coût croissant des catastrophes naturelles, telles que les inondations et les feux de forêt, ainsi que par les vols de voiture ([Ratehub.ca, 2026 \[en anglais seulement\]](#); [Équité Association, 2026](#)). Et selon un récent sondage commandé par [Desjardins \(2026\)](#), les Canadiens et les Canadiennes disent également composer avec des conditions de conduite plus complexes et stressantes qu'auparavant. Cela dit, le coût de l'assurance automobile et de l'assurance locataire a globalement suivi l'évolution du niveau général des prix pendant la période de forte inflation qui a suivi la pandémie, bien que la progression n'ait pas été linéaire (graphique 8, à gauche). Par exemple, le coût de l'assurance automobile a considérablement chuté au début de 2020, car les gens sont restés chez eux pour des raisons de santé publique. Toutefois, le prix des primes d'assurance auto a connu une nouvelle accélération lorsque le monde a amorcé son retour à la normale et que la fréquence des sinistres a rebondi, pour finalement rattraper le niveau général des prix.

Graphique 8

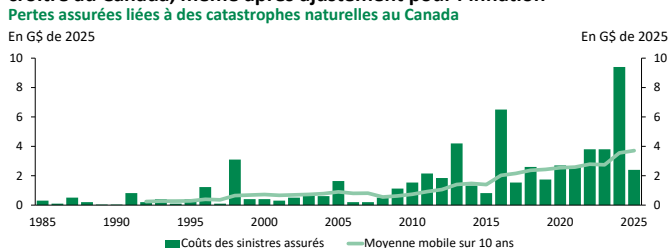
La hausse du prix de l'assurance habitation reflète l'augmentation du coût des sinistres



IPC : indice des prix à la consommation; IPCR : indice des prix de la construction résidentielle
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Entre-temps, le coût de l'assurance habitation a progressé à un rythme presque deux fois plus rapide que celui des prix globaux (graphique 8, à droite). Cette situation s'explique en partie par la hausse des coûts de remplacement, puisque le coût de la construction résidentielle a augmenté plus rapidement que les prix généraux depuis la fin de 2019 et demeure élevé. Une autre raison est la fréquence croissante des sinistres attribuables à une combinaison de phénomènes météorologiques violents et du vieillissement des infrastructures. Selon le [Bureau d'assurance du Canada \(BAC\) \(2026\)](#), les pertes assurées liées aux conditions météorologiques extrêmes au Canada ont dépassé 2,4 milliards de dollars en 2025, en raison de divers phénomènes, dont des tempêtes de verglas en Ontario et au Québec, des feux de forêt au Manitoba et en Saskatchewan, des tempêtes de grêle en Alberta et des rivières atmosphériques en Colombie-Britannique. Ces chiffres demeurent cependant modestes comparativement à 2024, année où les pertes assurées attribuables aux intempéries ont atteint un niveau record de 9,4 G\$ (en dollars de 2025). La dernière décennie à elle seule compte huit des dix années ayant enregistré les pertes assurées les plus coûteuses, notamment chacune des six dernières années, même après correction de l'inflation (graphique 9). Plus précisément, [Statistique Canada \(2026\)](#) a observé qu'« [a]u cours des six dernières années, les inondations ont continué d'être un facteur important des pertes assurées au Canada, ce qui témoigne à la fois de la fréquence et de la gravité accrues des précipitations extrêmes ». Et selon [Sécurité publique Canada \(2022\)](#), près de 90 % des pertes assurables liées aux inondations sont concentrées dans les 10 % d'habitations présentant le risque le plus élevé, et plus de 34 % sont concentrées dans le 1 % d'habitations présentant le risque le plus élevé.

Graphique 9
Les pertes assurées liées aux catastrophes naturelles continuent de croître au Canada, même après ajustement pour l'inflation



Bureau d'assurance du Canada et Desjardins, Études économiques

Il convient de noter que les assureurs ont mis en place un éventail d'initiatives visant à améliorer l'abordabilité et à réduire les sinistres futurs. Celles-ci comprennent la télématique et la tarification basée sur l'utilisation, des investissements dans la lutte contre la fraude et le vol de véhicules, une modélisation des risques améliorée, des conceptions de produits plus flexibles et des programmes qui favorisent la résilience des bâtiments. Bien que ces initiatives ne puissent éliminer complètement l'effet

de l'inflation, des intempéries et de la hausse des coûts de reconstruction, elles peuvent améliorer les résultats en matière de risque et aider à limiter le fardeau des coûts à long terme pour les titulaires de polices.

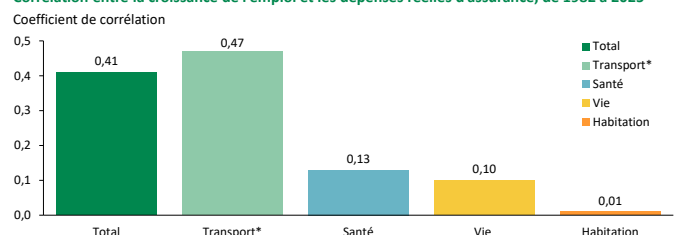
Les ventes d'assurance représentent plus que de simples primes

Même après avoir tenu compte de la hausse du coût des primes, les ménages canadiens ont augmenté leurs achats d'assurance depuis la pandémie. Malheureusement, les données de Statistique Canada ne permettent pas de déterminer quels groupes de revenu ou d'âge ont acheté le plus de chaque type d'assurance, ni si l'augmentation concerne le nombre de polices, leur valeur ou l'étendue de leur couverture. Toutefois, on peut dégager certaines tendances générales et établir des liens généraux avec l'économie réelle à partir des dépenses d'assurance ajustées en fonction de l'inflation.

En particulier, le marché du travail demeure important pour les dépenses de consommation en assurance. Par exemple, la croissance de l'emploi explique environ la moitié de la croissance historique des dépenses de consommation en produits d'assurance liés au transport, après correction de l'inflation, ce qui est probablement attribuable à la propension relativement élevée de la population canadienne à conduire pour se rendre au travail ou dans le cadre de celui-ci (graphique 10). Toutefois, la croissance de l'emploi n'explique qu'environ 10 à 15 % de la variation des dépenses réelles en assurance vie et maladie, et n'explique que peu, voire pas du tout, celle des dépenses réelles en assurance habitation, bien qu'elle exerce un effet positif dans tous les cas. La croissance du revenu disponible réel a encore moins de pouvoir explicatif pour tous les types d'assurance que la croissance de l'emploi au Canada. Cela marque une rupture nette avec le passé, car des recherches menées dans un vaste groupe de pays suggèrent que les revenus réels ont historiquement été un moteur important des dépenses d'assurance, particulièrement pour l'assurance vie ([Banque mondiale, 2003, en anglais seulement](#)). L'assurance maladie privée est également souvent offerte par l'employeur, ce qui suggère qu'elle devrait être plus étroitement liée à l'emploi que ne l'indiquent les données.

Graphique 10
La croissance de l'emploi demeure pertinente pour les dépenses d'assurance

Corrélation entre la croissance de l'emploi et les dépenses réelles d'assurance, de 1982 à 2025



* L'assurance liée au transport se compose principalement de l'assurance auto.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

L'une des raisons pour lesquelles le marché du travail n'est pas un déterminant plus important des dépenses d'assurance corrigées de l'inflation pourrait tenir au caractère obligatoire de nombreux types d'assurance. Par exemple, l'assurance habitation est généralement exigée lorsqu'on contracte un prêt hypothécaire au Canada, et presque tous les propriétaires canadiens détiennent une forme ou une autre d'assurance habitation ([Insurance Business, 2025 \[en anglais seulement\]](#)). De même, toutes les provinces canadiennes exigent que les véhicules automobiles circulant sur les voies publiques soient assurés. Selon leur situation d'emploi, les Canadiens et les Canadiennes peuvent augmenter leur franchise ou réduire leur couverture d'assurance plutôt que d'y mettre fin complètement. Cela peut être fait pour réduire les primes sans renoncer entièrement aux sommes déjà versées au titre de la police, ou pour éviter de devoir potentiellement payer une prime plus élevée au moment de souscrire la même police plus tard. La récente réforme de l'assurance automobile en Ontario, qui permet aux conducteurs de renoncer à certaines protections facultatives, comme l'indemnité de remplacement de revenu, suggère que les politiques publiques pourraient évoluer pour permettre une plus grande souplesse à cet égard ([BAC, 2026](#)).

Perspectives de l'économie et de l'assurance

Pour évaluer les perspectives de la demande des consommateurs en produits d'assurance au Canada, il faut garder quelques points importants à l'esprit. Dans cette section, nous examinons d'abord les facteurs à court et à moyen terme qui influencent les dépenses des ménages en assurance. Nous nous penchons ensuite sur les facteurs structurels à long terme qui influencent le coût de l'assurance et la demande pour ces produits.

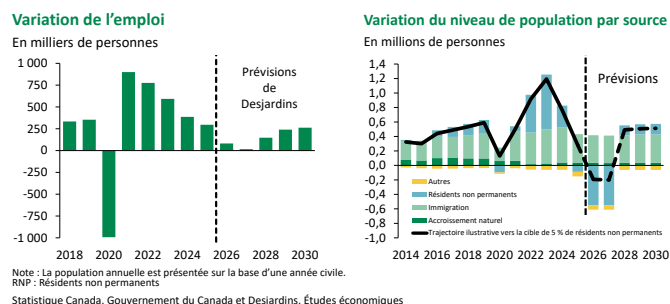
Facteurs influençant les dépenses d'assurance à court et à moyen terme

Au cours des deux à cinq prochaines années, l'un des principaux facteurs stimulant la demande de produits d'assurance sera la tenue de l'économie dans un contexte de perturbations économiques continues en provenance des États-Unis. La mise en œuvre imprévisible de droits de douane sur les importations de partout dans le monde a créé une incertitude commerciale importante chez les principaux partenaires commerciaux des États-Unis, dont le Canada. La croissance de l'emploi risque ainsi de ralentir, voire de devenir négative, ce qui pèserait sur les dépenses d'assurance corrigées de l'inflation au Canada. En effet, la [récente recrudescence des menaces d'imposition de droits de douane](#) a suscité de nouvelles inquiétudes quant aux perspectives commerciales et économiques du Canada. Si les tensions commerciales actuelles s'apaisent, nous prévoyons que la croissance de l'emploi commencera à s'accélérer vers la fin de 2026, sous l'effet de la reprise de la croissance démographique lorsque les admissions de nouveaux arrivants reprendront (graphique 11). Une croissance plus forte de l'emploi

et de la population devrait être un facteur favorable pour la demande globale des consommateurs et, par le fait même, pour les dépenses en assurance.

Graphique 11

On s'attend à un rebond de la croissance de l'emploi et de la population

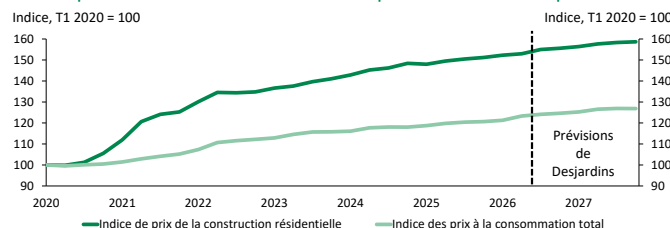


L'inflation devrait également jouer un rôle clé dans la hausse des primes d'assurance. Le fait que les [coûts de construction résidentielle](#) soient élevés et en hausse devrait maintenir la pression sur les coûts de remplacement des habitations et sur les primes d'assurance pour ce type de biens (graphique 12). Une accélération de la croissance démographique devrait également soutenir la hausse des loyers et des prix des propriétés, ce qui exercerait une pression haussière supplémentaire sur les coûts d'assurance habitation. Et même si l'inflation devrait revenir près de la cible de 2 % de la Banque du Canada l'an prochain, nous ne prévoyons pas que la hausse des prix postpandémique s'inverse. Par conséquent, le niveau général élevé des prix risque de se répercuter sur les frais d'exploitation des compagnies d'assurance, puis éventuellement sur les consommateurs. En revanche, la recrudescence des vols de véhicules après la pandémie, qui a joué un rôle important dans l'augmentation des primes d'assurance, a montré des signes préliminaires de stabilisation tout en demeurant au-dessus des normes historiques ([Statistique Canada, 2025](#); [Statistique Canada, 2026](#)). Le ralentissement de la croissance des prix des automobiles et des pièces depuis 2023 pourrait également contribuer à modérer la hausse des primes d'assurance automobile à l'avenir.

Graphique 12

La croissance des coûts de construction résidentielle devrait dépasser l'inflation

Indice des prix de la construction résidentielle et indice des prix à la consommation total pour le Canada



Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

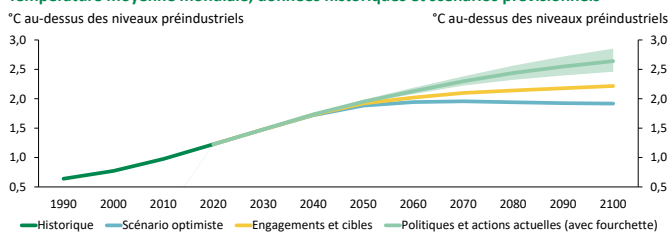
Facteurs déterminants des dépenses d'assurance à long terme

À long terme, alors que le réchauffement de la planète continue d'exacerber les changements climatiques (graphique 13), la fréquence et le coût des événements météorologiques violents risquent de continuer à augmenter. Cela signifie qu'en l'absence d'initiatives coordonnées et soutenues de réduction des risques, les sinistres en assurance habitation, en particulier, pourraient continuer à grimper. Des mesures d'adaptation pourraient être nécessaires pour soutenir la résilience et atténuer la hausse des coûts. Les produits d'assurance vie, maladie et automobile sont moins directement touchés par les changements climatiques, mais des primes nettement plus élevées dans une branche d'activité risquent d'entraîner un coût global d'exploitation plus élevé.

Graphique 13

Sans nouvelles mesures, les températures mondiales risquent de continuer à grimper

Température moyenne mondiale, données historiques et scénarios prévisionnels



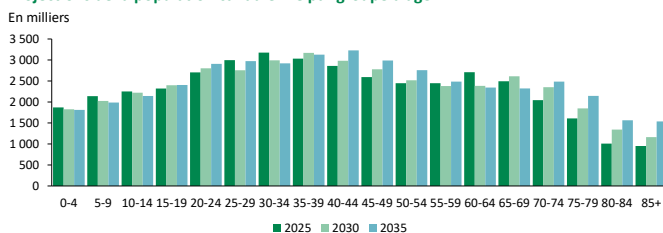
Climate Action Tracker et Desjardins, Études économiques

L'évolution démographique ainsi que l'augmentation des inégalités de richesse et de revenus pourraient accentuer la concentration des ventes d'assurance chez les ménages canadiens les plus riches d'ici la fin de la décennie et au-delà, particulièrement en ce qui concerne l'assurance vie (graphique 14). En effet, cette tendance, qui s'est accélérée au cours des deux dernières décennies, ne montre aucun signe d'essoufflement et pourrait dissocier davantage l'évolution des dépenses de consommation en assurance de celle de l'économie en général.

Graphique 14

La population canadienne vieillit, ce qui devrait soutenir les dépenses en assurance vie

Projections de la population canadienne par groupe d'âge*



* Les projections démographiques proviennent du scénario M1 de Statistique Canada.
Statistique Canada et Desjardins, Études économiques

Conclusion

Tout compte fait, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les dépenses de consommation en assurance continuent de croître au Canada. Cette situation reflète probablement en partie la hausse des primes, particulièrement pour l'assurance habitation, en raison de la progression soutenue des facteurs de coûts sous-jacents et d'une inflation généralisée. Toutefois, nos perspectives relativement robustes pour l'économie canadienne suggèrent que les dépenses d'assurance ajustées en fonction de l'inflation devraient également progresser, stimulées par les gains d'emploi et la reprise de la croissance démographique. La demande de produits d'assurance vie devrait également demeurer solide, car le vieillissement de la population accentue le besoin de planification successorale au Canada.